

continuait de surchauffer l'économie, le marché des valeurs mobilières s'était effondré et l'inflation était montée en flèche. La balance commerciale positive du Brésil s'est fortement détériorée et les réserves du pays se sont presque complètement tariées. Cet état de choses a provoqué des protestations publiques au Brésil et le gouvernement a subi de fortes pressions intérieures pour reporter le paiement de sa dette ou limiter les paiements à un certain pourcentage des exportations ou du PNB.

Soumis à des pressions tant intérieures qu'internationales, le gouvernement du Brésil a eu de moins en moins de marge de manoeuvre. Au début de 1987, il a décidé d'assouplir temporairement le gel des prix, ce qui a déclenché automatiquement une hausse des salaires. Toute autre mesure d'austérité était considérée comme compromettant la stabilité du gouvernement. Même lorsque les exportations du Brésil étaient soutenues, les paiements de sa dette annuelle à l'étranger, qui variaient entre 10 et 12 milliards de dollars, absorbaient la totalité de son surplus commercial, ne lui laissant rien pour de nouveaux investissements productifs. Au fur et à mesure que son excédent diminuait, les paiements effectués par le Brésil pour rembourser sa dette extérieure sont devenus aux yeux des observateurs l'obstacle numéro un à la croissance économique du pays et la principale cause de la récession économique. Le gouvernement se mit donc à exiger de ses créanciers étrangers un allègement, demandant aux banques de lui accorder au minimum un rééchelonnement pluriannuel et des taux d'intérêt plus bas. Bien qu'officiellement disposé à négocier, le gouvernement a soudain durci sa position à l'égard des banques commerciales créancières et, en janvier 1987, il a pris la décision inhabituelle de chasser une banque commerciale américaine qui avait refusé de coopérer au rééchelonnement de la dette en 1986. Parallèlement, le gouvernement continuait de s'opposer à toute ingérence du FMI dans son économie. Les banques commerciales, de leur côté, s'opposaient à tout refinancement à long terme tant qu'il n'y aurait pas d'accord entre le FMI et le Brésil. Les gouvernements créanciers du Club de Paris auxquels le Brésil avait demandé certaines mesures d'allègement, dont le déblocage de crédits publics à l'exportation, pressaient également le Brésil de conclure avant toutes choses un accord avec le FMI. Au début de 1987, néanmoins, ces gouvernements ont accepté, sous la pression du Trésor américain, de rééchelonner la dette publique du Brésil sans qu'il y ait eu accord avec le FMI, mais ils ont refusé de débloquer de nouveaux crédits à l'exportation.

Au sujet des difficultés actuelles du Brésil, les observateurs ont conclu que le plan Cruzado avait été appliqué trop longtemps et que les mesures d'austérité qu'il aurait fallu mettre en oeuvre par la suite n'avaient pas été prises à temps. Quoique partant d'une bonne intention, le gel des prix avait suscité une demande intérieure très forte, qui avait entraîné une hausse de la consommation des produits normalement exportés et même provoqué une hausse des importations. Pour ne citer qu'un exemple, le Brésil, qui est d'ordinaire un gros exportateur de boeuf, s'était mis à en importer. Les usines ont été inondées de commandes, la production industrielle a augmenté et les exportateurs ont commencé à trouver qu'il était plus profitable de vendre leurs produits sur le marché intérieur. L'augmentation de la demande de biens manufacturés a provoqué une hausse de 50 p. 100 des importations de biens d'équipement. Les recettes d'exportation du café et du soja ont diminué à la suite de la baisse des prix et de la chute des ventes des produits de base. Même si l'effet de ces baisses aurait pu être plus que compensé par les économies réalisées sur les importations de pétrole (soit presque